

## L'urgence du désarmement nucléaire



En ce début 2017, neuf puissances nucléaires détiennent plus de 15 000 bombes atomiques, représentant 480 000 bombes d'Hiroshima, dont 1 800 en état d'alerte permanente. La France en détient aujourd'hui 300 et consacre à leur seule modernisation près de 4 milliards d'euros par an.

Le 27 octobre 2016 puis le 23 décembre 2017, à l'ONU, elle a fait partie des rares pays ayant voté contre la résolution organisant en 2017 les négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires (113 pays ont voté pour). En violation de la lettre et de l'esprit du TNP qu'elle a signé, la France investit dans le renouvellement complet de son arsenal nucléaire : sous-marin nucléaire lanceur d'engins de 3<sup>e</sup> génération, amélioration du nouveau missile air-sol à moyenne portée et des missiles mer-sol, nouvel avion de combat, etc. D'ores et déjà, le coût de ce renouvellement est évalué à plus de 2 milliards d'euros supplémentaires par an à partir de 2020. Cela ne prend pas en compte les échecs : on se souvient de la désintégration d'un missile M51 lancé par le sous-marin *Le Vigilant* dans la baie d'Audierne le 5 mai 2013...

Depuis le départ, la question de l'arme nucléaire est évincée du débat politique. Cette arme est inefficace pour combattre le terrorisme, le crime international, les paradis fiscaux, la guerre cybernétique, pour prévenir ou faire cesser les conflits ethniques et religieux, etc. Par les dépenses qu'elles occasionnent au détriment de causes vitales et urgentes, les armes nucléaires contribuent à l'instabilité et l'insécurité. Dans quel but ? Dissuader des puissances ayant un pouvoir de destruction identique ou supérieur ? Mais lesquelles, et de quoi ? Utiliser contre elles l'arme nucléaire, ce serait s'exposer à une destruction réciproque. Ce serait suicidaire. Notre arme nucléaire n'est pas une "assurance-vie" (Nicolas Sarkozy à Cherbourg en mars 2008), mais plutôt une "assurance-mort". Ou serait-ce pour nous convaincre que nous faisons partie d'une poignée de puissances qui se partagent le pouvoir de mettre fin à l'aventure humaine ? Le massacre de civils est un crime contre l'humanité, l'utilisation de ces armes serait à la fois un crime et un suicide, pour nous comme pour l'humanité.

Les dangers inhérents à la double prolifération verticale et horizontale et les risques d'accidents ne cessent d'augmenter et menacent l'avenir même de l'humanité.

../..

Même en l'absence de tout conflit, la soi-disant dissuasion nucléaire exercée par le seul Chef de l'État, outre qu'elle démobilise la population au sujet de sa défense, est un pouvoir exorbitant et tyrannique aux antipodes de la démocratie.

Les accords internationaux de limitation des armes nucléaires, signés en particulier par la France, visent à interdire à d'autres pays la possession de l'arme nucléaire. Mais dans le même temps les

pays dotés déclarent avoir besoin de ces armes pour leur sécurité. Alors pourquoi les autres pays n'auraient pas aussi besoin de "leur sécurité" ?

Les accords devaient permettre un désarmement nucléaire, mais depuis de nombreuses années chaque pays continue à moderniser ses missiles et ses têtes nucléaires.

En fait, elles doivent être interdites à tous les pays, comme ont été déjà interdites les armes chimiques et biologiques, les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions.

Plus de 100 États se sont réunis le 16 février à New York pour préparer la conférence qui débutera le 27 mars à l'ONU pour négocier les termes d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. Sous peine de se placer elle-même au ban de l'humanité, la France doit les rejoindre.

À l'occasion de la campagne présidentielle, une vingtaine d'organisations<sup>1</sup> poursuivent une campagne pour mettre au cœur du débat la question du désarmement nucléaire.

Elles invitent les candidats à se positionner **en faveur du désarmement nucléaire de la France** et **des initiatives internationales visant à interdire les armes nucléaires** au niveau mondial.

14 mars 2017

Pour approfondir le sujet :

[www.francesansarmesnucleaires.fr](http://www.francesansarmesnucleaires.fr)

<http://icanfrance.org/>

[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

[www.acdn.net](http://www.acdn.net)

[www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr)

[www.irnc.org](http://www.irnc.org)

Centralisation des signatures : Valentine Pignon (MAN), [desarmement@nonviolence.fr](mailto:desarmement@nonviolence.fr)

---

Abolition des Armes nucléaires-Maison de Vigilance, Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), Action Non-Violente ANV-Cop21, Arche de Lanza del Vasto , Assemblée Européenne des Citoyens (AEC), Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (AMFPGM), Association pour la Taxation des Transactions Financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC), Centre de recherche et d'action sociale (CERAS), Coordination de l'Action Non-violente de l'Arche (CANVA), Fondation Danielle Mitterrand France Libertés, Gandhi International, Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC), Intelligence verte, Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF-France), Les Amis de la Terre, Les Désobéissants, Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), Mouvement International de la réconciliation (MIR France-IFOR), Pax Christi France, Réseau Sortir du Nucléaire